



DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Allocution

du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
à l'occasion d'un déjeuner organisé
par le Conseil sur les relations étrangères

INTRODUCTION

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a prononcé aujourd'hui à New York, devant le prestigieux Conseil sur les relations étrangères, un discours de politique étrangère ayant pour thème l'Afrique du Sud.

Il s'agit du premier discours important prononcé par M. Clark sur la question depuis les élections tenues en Afrique du Sud le 6 septembre.

Le discours énonce clairement l'attitude que le gouvernement du Canada compte adopter à ce sujet d'ici la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth qui sera tenue à Kuala Lumpur du 18 au 24 octobre. Plus particulièrement, le discours expose les motifs de la politique du Canada à l'endroit de l'Afrique du Sud, décrit les circonstances entourant le tournant historique que vit la région et énonce les moyens que peut prendre la communauté internationale pour favoriser l'adoption d'importantes réformes.

M. Clark accompagnera le premier ministre Mulroney au Sommet de Kuala Lumpur et il y présentera un rapport à titre de président du Comité du Commonwealth des ministres des Affaires étrangères.

Mesdames et Messieurs,

Les relations Est-Ouest, particulièrement dans le domaine du contrôle des armements, ont évolué de façon importante au cours de la dernière semaine. Les relations entre le Canada et les États-Unis ont quant à elles connu un tournant historique cette année en raison particulièrement de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, mais également des progrès que nous réalisons ensemble dans le domaine de la lutte aux pluies acides. Dans une perspective plus générale, le monde traverse actuellement une période excessivement productive au chapitre des affaires internationales -- en Afghanistan, en Indochine, dans le Golf, en Afrique australe, en Amérique centrale et au Liban, des problèmes qui semblaient insolubles il n'y a pas si longtemps laissent maintenant entrevoir une véritable lueur d'espoir. En Hongrie, en Pologne et en Union soviétique même, les systèmes et les valeurs sont bouleversés.

D'une façon ou d'une autre, le Canada joue un rôle dans toutes ces questions.

Dans un tel contexte, il peut paraître surprenant qu'un ministre canadien des Affaires extérieures s'adresse au Conseil sur les relations étrangères au sujet de l'apartheid, un système que nous condamnons tous depuis des décennies et qui est imposé dans un pays situé presque littéralement à l'autre bout du monde.

Nous partons d'un principe que peu oseraient mettre en doute, soit que le fait de priver de larges segments de la population de leurs droits fondamentaux en raison de leur couleur constitue un affront inacceptable à la civilisation.

Les malheurs et les injustices sont nombreux dans le monde, et le gouvernement du premier ministre Mulroney a délibérément choisi de mener le Canada aux premiers rangs de la lutte contre l'apartheid.

J'aimerais aujourd'hui exposer les motifs d'une telle politique, décrire ce qui à mon avis est un moment crucial de l'histoire de la région et faire quelques observations sur les moyens que nous, les pays occidentaux, pouvons prendre pour favoriser davantage le processus de réforme.

La protection et la promotion des droits de la personne dans le monde sont un aspect très important de la politique étrangère du Canada.

La question a toujours été une priorité pour notre premier ministre -- qu'il s'agisse de la Chine, du Bloc de l'Est, de l'Amérique centrale, du Zimbabwe ou de la Corée. Il a obtenu l'adoption, par les 44 États membres, de la première déclaration officielle des droits de la personne de la Francophonie.

Notre préoccupation pour le respect des droits de la personne ne constitue pas un simple jugement moral. Nous croyons en effet profondément que la liberté est essentielle à la prospérité et à la stabilité sociale et que la tyrannie ne peut mener que vers le chaos et la pauvreté.

Il s'agit de la bonne attitude à adopter pour une démocratie occidentale qui a toujours pu jouir des fruits de la liberté. De plus, une telle attitude est naturelle pour une nation composée d'immigrants, dont un grand nombre ne savent que trop bien ce qu'est le fardeau accablant de l'oppression. Pour les Canadiens, tout comme pour les Américains, la défense des droits de la personne est une obligation par laquelle sont liés les peuples libres.

Le Canada n'a pas fait de la lutte contre l'apartheid un élément de sa politique étrangère seulement parce qu'il s'agit d'une cause noble. Le Canada estime qu'il peut vraiment contribuer au règlement de la question.

Le Canada est en mesure de jouer un tel rôle parce qu'il entretient d'étroites relations avec les voisins noirs de l'Afrique du Sud. Contrairement à d'autres pays occidentaux, nous ne traînons pas avec nous de lourd passé colonial. Le Canada est membre actif du Commonwealth, de la Francophonie et du groupe des sept; nous sommes en réalité le seul pays à appartenir à tous ces groupes, ce qui n'est pas à négliger lorsque la coopération devient le moyen le plus efficace de faire changer les choses.

Le rôle du Commonwealth dans la lutte contre l'apartheid est très important. Le Commonwealth joue en effet un rôle de premier plan, comme celui qu'il a joué lors de l'établissement du cadre qui a permis à la Rhodésie de devenir le Zimbabwe. Les pays membres du Commonwealth représentent diverses régions et diverses races. Le Commonwealth est bien représentatif de l'Afrique. Il réunit aussi bien des pays développés que des pays en développement.

Le Commonwealth a joué un rôle très important à deux égards. Il a d'abord suscité l'intérêt de la communauté internationale au sujet de l'apartheid. Si le Commonwealth n'avait pas joué un rôle de premier plan, je pense qu'il est juste de dire que la communauté internationale montrerait un intérêt moins grand et beaucoup moins cohérent au sujet de l'Afrique du Sud.

Deuxièmement, et cela est tout aussi important, le Commonwealth a servi de tribune permanente pour la tenue d'un dialogue de raison. C'est en effet en procédant à l'élaboration

des politiques et à la définition des orientations à prendre qu'un échange inestimable et exceptionnel d'opinions a pu éclairer encore davantage l'ensemble des membres de l'organisation. Les positions figées et irréalistes ont pu ainsi être évitées. Il en est résulté une stratégie cohérente visant, d'une part, à exercer des pressions sur l'Afrique du Sud, et, d'autre part, à favoriser -- dans un sens positif -- le dialogue et le compromis entre les parties.

En 1985, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Nassau a permis d'établir le programme d'une action internationale à l'égard de l'Afrique du Sud. Une série de sanctions furent arrêtées, et le Groupe de personnes éminentes fut créé. Sept personnalités venant de cinq continents -- un ancien premier ministre de l'Australie, un ancien président du Nigéria, un ancien chancelier de l'Échiquier d'un gouvernement conservateur de Grande-Bretagne, un ancien président du Conseil mondial des Églises, originaire des Bahamas, un archevêque de l'Église anglicane du Canada -- ont passé quatre mois en Afrique pour s'adresser à tous les éléments concernés dans le but de rechercher une solution pacifique. Leur rapport a permis de définir un concept de négociation devant mener à des réformes pacifiques acceptables. Malheureusement, le jour même où ces personnes éminentes revenaient au Cap, le gouvernement sud-africain a fait bombarder le siège du Congrès national africain à Lusaka, et tout espoir de négociation s'est trouvé compromis. À Vancouver en 1987, la réunion suivante des chefs de gouvernement devait permettre de constituer un Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, qui a servi depuis à offrir une tribune permanente pour tenir un débat réfléchi et pour préciser l'approche du Commonwealth. La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra en octobre à Kuala Lumpur se prêtera tout particulièrement à un examen des retombées des élections qui ont eu lieu en Afrique du Sud et à l'étude de nouveaux moyens qui rendraient le processus de réforme inévitable.

Depuis la réunion du Commonwealth de 1985, aucun pays n'a pris autant de décisions dans le but de mettre fin à l'apartheid et de favoriser le dialogue que le Canada -- plus de 50 mesures distinctes ont été adoptées, qu'il s'agisse de sanctions financières et commerciales, de programmes d'aide en faveur de l'éducation des Noirs, d'une interdiction touchant les rencontres sportives, de l'appui accordé aux États de la ligne de front, d'un embargo imposé sur les importations d'armes sud-africaines, ou encore d'une aide financière pour la tenue d'ateliers et de conférences ayant permis de réunir des Sud-africains de toutes races.

L'objectif de la politique canadienne a toujours été clair et n'a pas changé : convaincre l'Afrique du Sud qu'elle devait abolir le système de l'apartheid. Telle a été, depuis le

début, l'orientation donnée à l'approche définie que nous avons adoptée.

Cette approche se fondait sur la reconnaissance du fait que le changement n'interviendrait pas sans le recours aux pressions, et que des pressions ne sont véritablement efficaces que si elles sont exercées collectivement et de façon constante.

Se contenter d'exprimer sa désapprobation produirait fort peu de résultats, s'agissant d'un régime aussi retranché dans ses positions, aussi convaincu et aussi effrayé de l'idée qu'accepter le changement serait tout abandonner. Et de fait, pendant vingt-cinq ans, les pays occidentaux ont dénoncé très haut l'apartheid, mais sans se montrer bien menaçants, et le système n'a pas changé. Ce n'est que lorsque les nations ont commencé ensemble à imposer des sanctions que l'opposition à l'apartheid a pu véritablement être prise au sérieux. Certains Canadiens ont fait valoir que nous aurions dû imposer des sanctions complètes et rompre totalement nos relations diplomatiques. Pour sa part, notre gouvernement est d'avis qu'une rupture complète de ce genre ne devrait s'effectuer que lorsque tout le reste a échoué, et que plus aucune voie pouvant mener à un changement pacifique ne reste ouverte.

Si nous avons rompu complètement nos relations avec l'Afrique du Sud, notre influence aurait trouvé son terme dans cette unique action d'éclat. Notre capacité de venir en aide aux ennemis de l'apartheid à l'intérieur même de l'Afrique du Sud aurait été brutalement réduite si notre ambassade avait été fermée. La possibilité qui nous est donnée de surveiller les événements aurait disparu. L'influence que nous exerçons auprès de pays amis pour organiser des pressions conjointes aurait été affaiblie.

Notre objectif a consisté à favoriser le changement; il n'a pas été de punir. Et les mesures que nous avons adoptées ont eu pour but un changement d'attitude. Des décennies de préjugés ne peuvent être effacées du jour au lendemain, pas plus que la structure du pouvoir ne pourra se transformer en un instant.

C'est pourquoi l'approche que nous avons poursuivie était d'exercer des pressions conséquentes et constantes dans le but de déclencher un processus de changement pacifique en Afrique du Sud.

Nous avons été parfois en désaccord avec d'autres pays, notamment le Royaume-Uni, sur l'efficacité de ces sanctions. La position de ces pays, pour la décrire brièvement, était que les sanctions restent sans effet et qu'elles nuisent aux plus nécessaires. La position que nous avons adoptée est que les sanctions sont nécessaires pour convaincre le régime sud-africain

que le changement doit avoir lieu. Les paroles ne suffisent pas, mais des pressions exercées au bon endroit donneront des résultats. Il ne saurait y avoir de meilleure cible que le portefeuille.

Toutefois, notre politique tient également compte du fait que si les sanctions sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes. Par conséquent, nous avons également mis de l'avant des mesures positives afin de favoriser une meilleure compréhension. Nous avons appuyé financièrement les efforts en faveur du dialogue, notamment des conférences entre éléments modérés des deux camps. Nous avons offert notre assistance aux États de la ligne de front pour les aider à se dégager de l'emprise de l'Afrique du Sud. Nous avons fait en sorte de contrer la censure et la propagande pernicieuses de Pretoria. Et nous entendons continuer.

Nous avons, avec d'autres, adopté cette politique, reconnaissant que sur cette question, il n'y a pas de meilleure approche qu'une action concertée.

Quels ont été les résultats de nos efforts?

D'abord nous pouvons dire sans équivoque que les sanctions ont produit des résultats -- surtout les sanctions dans le domaine financier. L'interdiction d'accorder de nouveaux prêts et la renégociation de la dette pour des périodes progressivement plus courtes à des taux plus élevés nuisent à l'économie de l'Afrique du Sud. Le capital, déjà rare, fuit, et la croissance est interrompue. La confiance du monde des affaires est ébranlée et Pretoria éprouve plus de difficultés à financer son système de sécurité extraordinairement dispendieux.

L'ancien gouverneur de la Banque de réserves de l'Afrique du Sud, feu M. Gerhard de Kock, a reconnu l'effet des sanctions lorsqu'il a déclaré au mois de mai, avant de donner sa démission, que l'Afrique du Sud s'affaiblissait. Il a fait une mise en garde en déclarant que si des progrès adéquats n'étaient pas accomplis en matière de réforme politique et constitutionnelle, la relation de l'Afrique du Sud avec le reste du monde avait peu de chances de s'améliorer.

Par ailleurs sur le plan politique, l'effet néfaste des sanctions est également reconnu. L'ancien Ministre délégué aux Affaires étrangères, M. Kobus Meiring a déclaré à Capetown en juillet qu'il fallait sortir de l'isolement pour obtenir l'argent nécessaire au développement. "Comment y arriverons-nous? Nous devons nous rendre acceptables, c'est aussi simple que cela" a-t-il déclaré.

Le ministre responsable du maintien de l'ordre, M. Vlok, a admis au cours du même mois que la capacité du gouvernement de prendre des décisions est limitée. "Si des

sanctions sont imposées contre nous, nous ne pouvons rien faire. Nous ne sommes pas seuls au monde."

"La prise internationale qui nous tient à la gorge [...] étouffe présentement notre potentiel de croissance économique" a déclaré lui-même le Président de Klerk.

Le fait de reconnaître l'existence d'un problème et de ses sources n'entraîne pas nécessairement l'adoption immédiate d'une solution acceptable, mais c'est tout de même une étape importante.

Bien entendu, les mesures prises par les principales banques des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest seront cruciales. C'est pourquoi le Commonwealth a délégué un groupe de représentants aux négociations sur la dette qui ont lieu présentement afin d'encourager la coopération à cet égard, de demander l'élimination d'un rééchelonnement pluriannuel de la dette, et l'imposition de modalités de remboursement à des taux plus élevés, répartis sur des périodes plus courtes.

Cette délégation -- composée de hauts représentants de l'Australie, de l'Inde et du Canada -- est revenue le 22 septembre après avoir rencontré les représentants de 12 des 14 principales banques concernées par les négociations sur le rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud. Elle a fait savoir que son point de vue avait été accueilli avec beaucoup d'intérêt et elle croit que les banques ont été influencées par son message. La plupart des banques ont signalé qu'elles imposeraient les plus hauts taux d'intérêts et la période la plus courte possible quant au remboursement du capital -- ce qui révèle aussi leur évaluation de l'état de détérioration dans laquelle se trouve l'économie de l'Afrique du Sud.

Effectivement, le portefeuille s'en ressent. Il ne s'agit pas de convaincre les Blancs de l'Afrique du Sud qu'un changement est souhaitable il s'agit de leur faire voir qu'il est nécessaire.

En bref l'apartheid doit devenir hors de prix. Nous commençons à nous approcher de cet objectif.

Jusqu'à présent, les résultats tangibles ont été décevants.

En dépit de réconfortantes promesses de réforme, il est clair qu'aucune des principales structures de l'apartheid n'a été démantelée.

Pourtant, des indications nouvelles et positives se dessinent, des espoirs à peine articulés, qui sont peut-être le présage d'un meilleur avenir.

Le règlement conclu en Namibie a été un événement positif. De toute évidence, le gouvernement de l'Afrique du Sud a accepté des compromis là où il ne l'avait jamais fait. Nous devons attendre les résultats des élections en Namibie pour porter un jugement. Bien que les sceptiques puissent dire que l'Afrique du Sud a été plus influencée par une froide évaluation de ses chances de victoire et par le nombre croissant de ses morts, et qu'en outre elle pourrait avoir jugé qu'un règlement en Namibie lui donnerait un certain répit auprès de la communauté internationale, il n'en reste pas moins que le règlement en lui-même a été bien accueilli.

Les élections en Afrique du Sud ont amené une nouvelle dynamique. Le nombre des sièges remportés par le gouvernement actuel a été réduit. Les partis de droite ont été renforcés, mais les forces politiques qui réclament le changement et la réforme l'ont été également.

Bien que le retour à la violence, aux restrictions et à la répression n'est pas exclu, le changement demeure également possible.

Personne ne peut prédire si le gouvernement de l'Afrique du Sud tiendra ses promesses de réforme. La violence qui a éclaté à la veille des élections n'engendre pas l'optimisme, ni la brutalité dont ont fait preuve récemment les forces policières.

Cela étant dit, il y a des indications plus encourageantes. La marche pacifique sans précédent qui a eu lieu il y a deux semaines au Cap donne à espérer. Il en est de même de la réunion entre le Président de Klerk, Monseigneur Tutu et M. Alan Boesak ainsi que des entretiens avec le Président de la Zambie, M. Kaunda. La tenue de marches et de réunions ne constitue pas une réforme. Elles peuvent toutefois en être le prélude. Elles indiquent peut-être que M. de Klerk veut entrer dans l'histoire.

Une nouvelle génération de Sud-africains manifeste aussi un désir de changement. Les campus des universités autrefois tranquilles sont maintenant le théâtre de débats enflammés et de protestations. Les jeunes étudiants blancs de la classe moyenne se joignent à la majorité noire et réclament des changements fondamentaux.

De son côté l'Église réformée hollandaise, l'un des piliers de la société afrikaner, a maintenant exprimé une opposition morale au système d'apartheid qu'elle appuyait auparavant. Cela ne peut manquer d'influencer la population, qui est fière de ses valeurs morales.

Tout changement acceptable exige le dialogue. Par ailleurs, tout dialogue actif ne peut être tenu sans que chaque partie n'accepte la légitimité de l'autre. Cette reconnaissance mutuelle dépend de l'acceptation de la non violence comme le seul mécanisme susceptible d'apporter le changement. Ce sont là les prérequis de la réforme.

À cet égard, nous avons observé avec bonheur l'attitude de modération du Congrès national africain. Le Canada a appuyé cette attitude dès 1987, lors de la réunion du Premier ministre Mulroney avec M. Oliver Tambo, le Président de l'ANC. Ce dernier déclare maintenant souhaiter que le changement soit pacifique et négocié plutôt que le résultat d'une violente révolution. Il accepte, pour la première fois, l'idée de suspendre la violence avant les négociations. Il reconnaît également qu'il existe d'autres voix authentiques de l'opposition en Afrique du Sud et que la discussion et la coopération avec ces groupes sont des possibilités dignes d'être envisagées.

Permettez-moi de citer le document que l'ANC a récemment adopté relativement aux lignes directrices et aux principes à adopter au sujet de l'Afrique du Sud.

Si le régime de Pretoria montre qu'il est vraiment disposé à engager des négociations sincères et sérieuses, nous croyons, compte tenu des circonstances actuelles, qu'il serait possible de mettre fin à l'apartheid par la négociation. (Traduction.)

Le Canada n'a jamais été naïf à l'endroit de l'ANC. Nous avons déjà par le passé critiqué ses agissements et désapprouvé certains aspects de sa politique.

Nous acceptons toutefois sa légitimité. Nous croyons que l'ANC a maintenant ouvert la voie à un dialogue sérieux. L'argument d'une menace communiste tient de moins en moins, tout comme d'ailleurs le portrait d'une menace noire devant inévitablement mener à la violence et à la terreur. Les nouvelles conditions que pose l'ANC pour la tenue de négociations ressemblent beaucoup à celles adoptées par le Commonwealth. Il appartient maintenant au régime blanc de faire le pas suivant.

Les conditions préalables à la tenue de véritables négociations en Afrique du Sud demeurent les mêmes que celles posées par le Commonwealth en 1987 :

- la levée de l'état d'urgence;
- la libération de Nelson Mandela et de toutes les autres personnes détenues pour des motifs politiques;
- la levée de l'interdiction frappant l'ANC et d'autres partis politiques;

- l'arrêt des actes de violence de la part des diverses parties.

Il semble que ces conditions aient plus de chances d'être réunies que sous le gouvernement précédent.

Pour être vraiment convaincant sur ses intentions, le nouveau gouvernement de l'Afrique du Sud devra montrer qu'il est disposé à négocier avec les dirigeants légitimes de la majorité noire.

Tant que le gouvernement n'aura pas montré sa bonne foi, les pressions devraient être exercées avec autant de vigueur. Que cela soit très clair.

Qu'il soit également bien clair que l'absence de tels progrès entraînera une intensification de l'action collective. D'autres pays joindront les rangs.

Si aucun progrès important n'est réalisé, de nouvelles pressions seront exercées sur l'administration américaine au printemps pour quelle prenne de nouvelles mesures. N'oublions pas non plus que M^{me} Thatcher est tout autant opposée à l'apartheid qu'elle ne l'est aux sanctions. Sa patience a aussi des limites.

La lutte contre l'apartheid n'est pas un exercice donquichottesque de diplomatie morale. Elle témoigne d'une analyse sensée du potentiel économique de l'Afrique australe, un potentiel dont le développement a été grandement retardé par l'apartheid. Certains observateurs parlent de l'Afrique du Sud comme d'un modèle de succès économique à l'occidentale dans un désert d'inefficacité et de sous-développement. Nul ne pourrait nier le niveau de développement dont jouit actuellement l'Afrique du Sud, mais nous ne pouvons pas non plus ignorer que les coûts économiques énormes de l'apartheid ont fait que le pays et la région sont encore bien loin d'atteindre leur plein potentiel. En plus d'être odieux, le double système social imposé par l'apartheid est extrêmement coûteux, tout comme le sont d'ailleurs les importants moyens de sécurité auxquels le régime doit avoir recours pour se maintenir en place.

Le Mozambique, le Zimbabwe et l'Angola possèdent de riches réserves de minerai et d'autres ressources naturelles. L'économie de ces pays fonctionne elle aussi bien en deçà de ses capacités. Une telle situation dépend en partie des faiblesses structurelles de l'économie sud-africaine, à laquelle ces pays sont si étroitement liés, mais elle est également attribuable à l'absence d'investissements étrangers. Les sociétés étrangères ne se précipiteront pas pour investir dans des pays qui sont instables en raison de l'intervention militaire de l'Afrique du Sud ou du soutien que cette dernière apporte aux groupes rebelles. Elles ne seront pas non plus portées à investir fortement dans des pays où le réseau de transport est sujet à des

interruptions fréquentes causées par des actes terroristes commis à l'instigation de l'Afrique du Sud. J'imagine que le Canada serait beaucoup moins prospère si ses réseaux de transport ferroviaire, aérien et routier faisaient régulièrement et systématiquement l'objet d'actes de sabotage. Il en serait de même des États-Unis.

Le Canada investit des millions de dollars pour soutenir l'établissement de voies d'approvisionnement fiables pour les États situés au nord de l'Afrique du Sud, des voies d'approvisionnement qui relient directement les pays en cause aux ports maritimes de la côte africaine. D'autres pays ont adopté des mesures semblables, particulièrement le Royaume-Uni, qui a consacré 60 millions de dollars à l'établissement de lignes ferroviaires au Mozambique.

Ce qu'il est important de se rappeler, c'est qu'une Afrique australe victime de l'apartheid est une région économiquement handicapée. Une Afrique australe libérée de l'apartheid serait plus propice aux affaires. De fait, le démantèlement graduel de l'apartheid pourrait déclencher le développement économique longuement attendu de tout le continent africain. Une telle possibilité paraît encore plus réelle lorsqu'on constate le changement opportun vers une économie de marché qui semble déjà se produire dans la région, par exemple au Mozambique.

Mais il y a un autre aspect qui mérite d'être souligné. La lutte contre l'apartheid est également importante pour l'avenir des relations entre le monde développé et le monde en développement. Dans une mesure qui ne doit pas être sous-estimée, le tiers monde voit dans les attitudes face à l'apartheid un test déterminant de notre fidélité aux valeurs que nous entendons défendre.

L'expérience du communisme en Afrique a été un échec - tout comme il a échoué en Europe de l'Est et en URSS. Le continent africain et des pays d'autres régions en développement sont plus que jamais réceptifs à des valeurs et à des institutions proches des nôtres. On observe un nouveau pragmatisme dont il faut se réjouir - un nouveau réalisme qui remet en question les slogans galvaudés et stériles d'idéologies vouées à l'échec.

Si nous trahissons l'avenir d'une Afrique du Sud multiraciale, notre capacité de soutenir un dialogue de raison avec le monde en développement s'en ressentira. Nos valeurs morales seront jugées vides de sens, de simples paroles hypocrites pour dissimuler l'avidité et des intérêts égoïstes.

Et cela aura des répercussions sur d'autres questions -- l'environnement, la dette et les stupéfiants -- et sur l'Amérique.

La recherche d'un dialogue global réaliste, sur des questions pour lesquelles la survie même de l'Occident requiert une coopération avec le tiers monde, subira un dur coup.

Le climat dans lequel se déroule le combat contre l'apartheid a été obscurci par l'émotivité - et par le préjugé même qui se trouve au coeur du problème. Il y a eu trop de slogans et trop de réponses satisfaites; trop de méfiance et trop peu de dialogue.

Mais lorsque l'on dissipe les voiles de la rhétorique, il ne reste qu'un fait indéniable à constater; à savoir que deux avenir seulement s'offrent à l'Afrique du Sud.

Le premier, c'est celui d'une Afrique du Sud détruite, appauvrie par les dissensions et ensanglantée par une guerre raciale si horrible qu'il lui faudra des décennies pour s'en remettre.

Le second avenir, c'est une Afrique du Sud qui retrouve la raison juste à temps, pour inaugurer une ère de coopération multiraciale. Une Afrique du Sud qui, enfin, se joint au reste du monde moderne.

Nous pouvons au moins être sûrs d'une chose. L'état actuel des choses ne saurait se maintenir dans l'avenir.

Un nouveau compte à rebours a commencé le 6 septembre, jour des élections. Le fait que la communauté internationale marque une pause dans la période qui suit les élections ne traduit pas un relâchement de sa résolution. Le mode cyclique traditionnel de l'accroissement et de la diminution des pressions sur l'Afrique du Sud est révolu. Les pressions sont désormais inflexibles. Pretoria doit comprendre que cette fois, le monde exige de l'action.

L'Afrique du Sud restera une question d'actualité tant et aussi longtemps qu'elle choisira qu'il en soit ainsi. L'action ou l'inaction de Pretoria déterminera l'attention que le Canada, le Commonwealth et d'autres États et organisations porteront à l'apartheid.

Il est dans la tradition occidentale de se montrer optimiste. C'est ce qui nous porte à poursuivre l'effort afin d'améliorer notre sort commun. La tragédie de l'Afrique du Sud a constitué un obstacle de taille à cet optimisme.

Malgré tous les efforts de la civilisation, l'histoire est jonchée de tragédies qui, bien que prévisibles, n'ont pu être évitées. Espérons qu'il ne s'agira pas du prochain exemple, et orientons notre action de sorte que dans une décennie d'ici, nous puissions dire, nous y étions, nous avons essayé et nous avons été victorieux.